



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL SPECIAL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°4

Publié le 11 janvier 2021



CABINET DU PRÉFET.....	3
Direction des Sécurités - Bureau de la Réglementation de Sécurité.....	3
- Arrête préfectoral en date du 11 janvier 2021 portant interdiction de distribution de denrées en certains lieux du centre ville de Calais en prévention de risques sanitaires et des risques liés à la salubrité publique.....	3

CABINET DU PRÉFET

DIRECTION DES SÉCURITÉS - BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION DE SÉCURITÉ

- Arrête préfectoral en date du 11 janvier 2021 portant interdiction de distribution de denrées en certains lieux du centre ville de Calais en prévention de risques sanitaires et des risques liés à la salubrité publique.

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 541-2 et R 541-76 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2215-1, L 2212-2, L 2214-4 ;
Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 1411- 1 al 7 et L 3131-1 ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L 122-1 ;
Vu le code pénal, notamment les articles R 632-1 et R 633-6 ;
Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
Vu le décret modifié n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis Le Franc, préfet du Pas-de-Calais ;
Vu l'ordonnance n° 1705379 du juge des référés du tribunal administratif de Lille en date du 26 juin 2017 et la décision du Conseil d'État du 31 juillet 2017 ;
Vu l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Lille n° 2006511 du 22 septembre 2020 et l'ordonnance du juge des référés du Conseil d'État n° 444793 du 25 septembre 2020 ;
Vu l'arrêté du 20 novembre 1978 portant réglementation de la circulation et stationnement des personnes et véhicules à l'intérieur des limites administratives du port.
Vu l'arrêté préfectoral CAB-BRS n° 2021-07 du 11 janvier 2021 portant mesures réglementaires visant à lutter contre la propagation du virus Covid-19 dans le département du Pas-de-Calais ;
Vu les arrêtés préfectoraux des 10 et 30 septembre 2020, 19 octobre, 16 novembre et 14 décembre 2020 PORTANT INTERDICTION DE DISTRIBUTION DE DENRÉES EN CERTAINS LIEUX DU CENTRE-VILLE DE CALAIS EN PRÉVENTION DE RISQUES SANITAIRES ET des risques liés à la salubrité publique ;
Vu le rapport établi par la direction départementale de la sécurité publique en date du 8 janvier 2021;
Vu la mise en demeure adressée à la maire de Calais en date du 9 janvier 2021 et la réponse négative du 11 janvier 2021;

Considérant la situation préoccupante de l'épidémie du coronavirus covid-19 dans le Pas-de-Calais, caractérisée par une augmentation récente du taux d'incidence à 134 cas pour 100.000 personnes pour la période du 28 décembre 2020 au 3 janvier 2021 et 144 cas pour 100.000 personnes pour les plus de 65 ans ; que les mesures de confinement ont permis de diminuer la progression de l'épidémie, mais que celle-ci reste en circulation dans le Pas-de-Calais et à nouveau en augmentation ; que si dans la communauté d'agglomération du Calais ce taux est de 92 cas pour 100.000 personnes, la ville de Calais, notamment fréquentée par des chauffeurs routiers revenant du Royaume-Uni et des personnels des infrastructures de transport à leur contact, reste exposée au risque de diffusion de la Covid-19 ; qu'il convient de prévenir tout rassemblement spontané de personnes où cette diffusion est facilitée par la proximité ;

Considérant que le rapport visé de la police nationale fait état de nombreux troubles à l'ordre public engendrés par la présence de migrants en centre-ville de Calais, à l'est et à l'ouest de la ville ; que ces troubles sont liés à des ivresses publiques et manifestes, des rixes entre migrants, parfois à l'issue de la distribution de repas par des associations qui ne sont pas mandatées par l'État, des ports d'armes (arme blanche de catégorie D), des affrontements avec les forces de l'ordre (un policier blessé le 17 décembre lors d'une intervention sur un poids-lourd) et de très nombreuses tentatives d'intrusion dans les poids-lourds aux abords du port et du site d'Eurotunnel ; que la présence de migrants notamment au moment des distributions des repas génère des rassemblements et des situations à risque favorables à la diffusion de la Covid-19 ; qu'il appartient aux pouvoirs publics de limiter, autant que faire se peut, dans le contexte de la pandémie, les situations où ces populations sont amenées à se rassembler ;

Considérant par ailleurs que l'État assure des prestations au profit des migrants de Calais sur le fondement de la décision du Conseil d'État du 31 juillet 2017, demandant aux autorités publiques de prendre des mesures pour faire face à l'afflux massif de migrants à Calais en provenance de l'ensemble du territoire national de créer, dans des lieux facilement accessibles aux migrants, à l'extérieur du centre de Calais, plusieurs dispositifs d'accès à l'eau leur permettant de boire, de se laver et de laver leurs vêtements, ainsi que des latrines, et d'organiser un dispositif adapté, fixe ou mobile, d'accès à des douches selon des modalités qui devront permettre un accès, selon une fréquence adaptée, des personnes les plus vulnérables ;

Considérant que le juge en référés à également fait injonction au préfet du Pas-de-Calais d'organiser des départs depuis la commune de Calais vers les centres d'accueil et d'orientation ouverts sur le territoire français dans la perspective de les orienter vers la procédure de demande d'asile en France ; que cette injonction ne poursuit d'autre objectif que d'éviter les migrants ne s'installent durablement sur le territoire de la commune de Calais ;

Considérant que les mises à l'abri ont bénéficié du 1er janvier au 31 décembre 2020, toutes structures confondues, à 8.581 personnes ; que depuis le 5 novembre 2020, 1.837 personnes ont été prises en charge ;

Considérant que le nombre de migrants sur Calais a nettement diminué et se stabilise aux environs de 520 à 540 personnes (comptage effectué le 4 janvier 2021) ; que la distribution d'eau et de nourriture a été calibrée et organisée en fonction des lieux de vie des migrants tout en conservant le respect des mesures barrières ;

Considérant que les services de l'État proposent aux personnes migrantes sur Calais plusieurs dispositifs d'accès à l'eau leur permettant de boire, de se laver et de laver leurs vêtements, ainsi que des latrines dans des lieux facilement accessibles ; que 38 robinets ont été mis à disposition 5 jours sur 7 (10 sur le site Monod, 10 en distribution mobile, 16 route de Saint-Omer et une fontaine de 2 robinets rue des Huttes), dont 22 sont accessibles 7 jours sur 7 ; qu'en complément, une distribution d'eau par bidons de 5 litres est assurée lors des repas ;

Considérant qu'en novembre 2020, 64.133 litres d'eau ont été distribués, soit en moyenne 3,9 litres/jour/personne (pour un effectif de 520) ; que pour le mois de décembre 2020, 55.239 litres d'eau ont été distribués, soit en moyenne 3,4 litres/jour/personne.

Considérant que 28 douches sont accessibles 5 jours par semaine sur un site accessible par navette mise à la disposition des personnes qui souhaitent les utiliser ; qu'en moyenne, sur le mois de juillet 2020, 156 passages quotidiens ont été enregistrés ; que cette moyenne est de 200 passages quotidiens en août 2020, 220 en septembre 2020 et 150 en octobre ; qu'en novembre, la moyenne de passage quotidiens est de 191 et 170 en décembre 2020 ; qu'en janvier 2021, la moyenne est de 181.

Considérant que les dispositions exceptionnelles prises depuis le début de la crise sanitaire consistent également en des maraudes sanitaires, des distributions de kits sanitaires et depuis le 3 juin une distribution de 3.500 masques chaque semaine au profit des migrants de Calais, soit un total de 72.415 masques distribués;

Considérant également que l'opérateur mandaté par l'État effectue 4 distributions quotidiennes de repas à proximité des lieux de vie des migrants en ayant la capacité d'adapter le nombre de repas aux besoins recensés ; qu'entre le 1er et le 30 octobre 46.024 repas ont été distribués, soit une moyenne de 1.485 repas par jour; que le nombre de repas distribués quotidiennement en octobre a oscillé entre 532 et 1.908 ; qu'entre le 1er et le 31 novembre, 43.213 repas ont été distribués, soit une moyenne de 1.440 repas par jour ; que le nombre de repas distribués quotidiennement a oscillé entre 939 et 1.700 ; qu'entre le 1er et le 31 décembre 34.434 repas ont été distribués, soit une moyenne de 1.110 repas par jour; que le nombre de repas distribués quotidiennement en décembre a oscillé entre 758 et 1.719 ; qu'entre le 1er et le 7 janvier 2021, 7.365 repas ont été distribués, soit une moyenne de 1.052 repas par jour ; que ces distributions s'adaptent en permanence aux lieux de vie des migrants et à leur nombre, évitant ainsi des déplacements et des concentrations où la diffusion de la Covid-19 serait facilitée ;

Considérant que les autorités publiques ont instauré depuis le 7 août 2017 un dispositif de mise à l'abri en CAES afin d'organiser des départs depuis la commune de Calais vers les centres d'accueil et d'orientation ouverts sur le territoire français dans lesquels des places sont disponibles, dans la perspective de les orienter vers la procédure de demande d'asile en France ; plus de 8.626 personnes ont été orientées et prises en charge dans ces structures depuis leur mise en place ;

Considérant que les opérateurs mandatés par l'État effectuent des maraudes du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 puis de 14h00 à 17h00 et le samedi et dimanche de 14h00 à 18h00 afin :

- de proposer aux personnes volontaires une mise à l'abri dans ces structures avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (famille, femme isolée, mineurs non accompagné) ;
- de recenser les mineurs isolés, les prendre en charge, les accompagner et leur proposer une mise à l'abri dans un centre d'accueil spécialisé ;

Considérant que l'OFII organise régulièrement des maraudes afin que les migrants soient informés des modalités de demande d'asile en France et des conditions d'accès aux dispositifs de droit commun de prise en charge des personnes sans abri ;

Considérant dès lors que l'ensemble des prestations assurées permet d'apporter aux personnes migrantes des prestations humanitaires suffisantes au regard des besoins de cette population notamment alimentaires, que par ailleurs elles nécessitent une très forte coordination entre l'ensemble de ces acteurs sous le pilotage de l'État ; que des distributions non encadrées contribuent d'une part à désorganiser un système qui démontre pourtant quotidiennement toute son efficacité et d'autre part sont sources de nuisances avérées en termes de santé et de salubrité publiques dans un contexte de diffusion de la Covid-19 ;

Arrête

Article 1er : Pour mettre fin aux troubles à l'ordre public et limiter les risques sanitaires liés à des rassemblements non déclarés, sont interdites les distributions gratuites de boissons et denrées alimentaires dans les lieux listés ci-après :

1/ Centre-ville :

- boulevard des Alliés du croisement avec la rue Lamy à la place Henri Barbusse
- rue Margolle
- quai de la colonne Louis XVIII
- quai du Rhin
- quai du Danube
- quai de l'Escaut
- quai de la Tamise
- parvis de la gare de Calais
- pont Georges V
- pont Faidherbe
- pont Freycinet
- Esplanade Jacques Vendroux
- quai de la Gironde
- quai de la Gendarmerie
- quai de la Meuse
- quai de la Moselle
- quai Andrieux
- quai de la colonne
- rue du quai de la Loire
- rue de la Batellerie
- place de Norvège
- rue de Moscou
- rue Lamy
- quai Paul Devot
- quai de la Loire
- boulevard Jacquard
- rue Paul Bert
- rue du Pont Lottin

2/ Secteur Beau Marais :

- rue Roger Martin du Gard
- rue Ferdinand Buisson
- rue Victor Schoelcher
- Grande rue du Petit Courgain
- chemin Parmentier
- rue Albert Schweitzer
- rue Romain Rolland
- rue François Mauriac
- rue du Pasteur Martin Luther King
- avenue Yervant Toumaniantz
- rond-point des droits de l'homme
- avenue Georges Guynemer
- rue Camille Claudel
- rue Carier-Belleuse
- rue Louis David
- rue Barye
- rue Auguste Rodin
- rue Antoine Bourdelle
- rue du Commandant Mouchotte
- rue Maurice Noguès
- rue Jean Mermoz
- rue Youri Gagarine
- rue Vladimir Komarov
- rue Roger Chaffée

Les équipements scolaires, universitaires et sportifs inclus dans ces deux périmètres, incluant les voies d'accès et les parkings.

Article 2 : le présent arrêté entre en vigueur le 12 janvier 2021 et est applicable jusqu'au 9 février 2021.

Article 3: Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62
039 Lille Cedex, dans les deux mois de la publication de la décision.

« Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet ww.telerecours.fr »

Article 5 : Le préfet du Pas-de-Calais, le sous-préfet de l'arrondissement de Calais, le directeur départemental de la sécurité publique et le maire de Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté et dont une copie sera transmise au procureur de la République du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer.

Fait à Arras, le 11 janvier 2021

Le préfet,

Signé Louis LE FRANC